



Extract of UJFP

<http://www.ujfp.org/spip.php?article4117>

Du philosémitisme d'Etat

- Pour comprendre - Analyses, opinions & débats -



Publication date: lundi 27 avril 2015

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

Par Rudolf Bkouche

Le philosémitisme est une forme d'antisémitisme.

La phobie comme la phobie conduit à mettre un groupe humain à part. Qu'on lui prête des qualités exceptionnelles ou qu'on le considère comme un ennemi du genre humain, il s'agit dans les deux cas d'enfermer un groupe humain dans une essence immuable, de le sortir de l'histoire et de le réduire à un mythe.

Mais la phobie, en particulier lorsqu'elle est prise en charge par l'Etat, a d'autres enjeux, enjeux essentiellement politiques, dont le plus important est de diviser en fabriquant du ressentiment renforçant ainsi la concurrence des victimes.

C'est ce qui se passe avec le philosémitisme d'Etat tel qu'il se développe aujourd'hui.

Un phénomène comme le philosémitisme d'Etat a plusieurs causes et nous proposons ici d'analyser quelques unes d'entre elles.

D'abord le philosémitisme est une façon pour l'Europe de se débarrasser d'une part de son histoire, celle des persécutions antijuives. Ces persécutions ont commencé bien avant l'époque moderne, d'abord avec l'antijudaïsme chrétien, ensuite avec l'antisémitisme racial. L'antijudaïsme chrétien est né du conflit entre le judaïsme et le christianisme, conflit essentiellement religieux autour de la personne de Jésus. Ce conflit est devenu politique lorsque l'Empire Romain est devenu chrétien avec l'empereur Constantin. Mais l'attitude envers les Juifs était ambiguë dans la mesure où d'une part les Chrétiens reprochaient aux Juifs d'être le peuple déicide, celui qui a provoqué la condamnation à mort et l'exécution de Jésus, et d'autre part les Chrétiens considéraient les Juifs comme le peuple témoin, celui d'où est venu Jésus, celui qui, après avoir refusé le Christ, ralliera le *Verus Israël* [1] à la fin des temps, lors du retour glorieux du Christ sur terre comme l'indique Paul dans l'*Epître aux Romains*. C'est cela qui explique ce mélange de persécutions et de protection que l'on retrouve tout au long de l'histoire européenne. Cette double attitude se transformera avec la sécularisation du monde chrétien à l'époque moderne, d'abord avec l'humanisme de la Renaissance, ensuite avec les *Lumières*. La sécularisation va conduire à repenser la position des Juifs dans le monde européen, ce qui conduira à l'émancipation des Juifs, laquelle commencera à la fin du XVIIIe siècle et se poursuivra tout au long du XIXe siècle. Mais l'émancipation aura son revers avec le développement d'une nouvelle forme de haine des Juifs, l'antisémitisme, ainsi nommé dans la seconde partie du XIXe siècle par un journaliste allemand, Wilhelm Marr. Au contraire de l'antijudaïsme chrétien fondé sur un conflit religieux, l'antisémitisme invente une présumée race juive, laquelle constituerait un corps étranger en Europe. C'est donc au nom de la race que les Juifs sont rejetés, y compris ceux qui se convertissent au christianisme, le luthérianisme en Allemagne ou le catholicisme en France. On renvoie ainsi à une prétendue essence juive de laquelle tout Juif ne saurait se détacher.

L'émancipation a eu pour conséquence une certaine invisibilité des Juifs, ceux-ci se fondant dans la société, ce qui a conduit les antisémites à chercher à donner aux Juifs une visibilité sociale permettant de les reconnaître [2]. Pour cela les antisémites vont s'appuyer sur quelques figures de l'élite juive, parmi lesquels les banquiers. Ainsi se met en place le mythe de la Banque juive qui dominerait l'Europe, le symbole de cette domination étant la famille Rothschild. Cela conduira les antisémites à tirer deux conséquences. D'une part une identification du capitalisme et des Juifs ; ainsi les Juifs ont inventé le capitalisme pour dominer le monde ce qui permet d'oublier ce qu'est le capitalisme [3]. D'autre part, poussant cette identification à l'extrême, les antisémites verront dans tout Juif un riche. On peut voir dans cette relation supposée entre les Juifs et le capitalisme, la source de ce qu'on a appelé l'antisémitisme de gauche, une réaction quelque peu simpliste contre la naissance du capitalisme et plus généralement contre la modernité, ce que le marxiste autrichien Bebel appelait le socialisme des imbéciles. Ainsi Drumont, rappelant l'émancipation des Juifs par la Convention, explique dans *La France Juive* que ce sont les Juifs, bénéficiaires de la Révolution de 1789, qui l'ont fomentée. On ne peut pourtant réduire ce qu'on appelle l'antisémitisme de gauche à cette vision. A la fin du XIXe siècle, à l'époque des grandes manifestations antisémites en France, on verra des

groupes d'extrême gauche qui, tout en condamnant la Banque juive, créeront des comités de secours pour accueillir les émigrés juifs fuyant l'antisémitisme et la misère de l'Europe orientale.

L'émancipation a permis à une partie de la société juive de s'intégrer dans la grande bourgeoisie européenne, ceux que Hannah Arendt appelle les "parvenus" ; c'est cette partie, dont la famille Rothschild, qui a conduit au mythe de la Banque juive et à l'identification des Juifs et des puissances d'argent, c'est cette bourgeoisie juive qui est la cible de Marx dans *La question juive*. Mais à côté des parvenus, Hannah Arendt définit les "parias", ces Juifs héritiers de la *Haskala* [4], parmi lesquels de nombreux intellectuels juifs, souvent plus proches de la culture européenne que de la tradition juive, pour lesquels l'antisémitisme constituait un obstacle à l'entrée dans la vie européenne [5]. D'autres juifs résistaient à l'antisémitisme en s'engageant dans les mouvements révolutionnaires. Mais derrière toutes ces formes, l'idéal restait celui de l'intégration dans les pays européens. Sans oublier que la situation était différente suivant les pays, entre l'Europe Occidentale (Allemagne, Autriche, France, Grande Bretagne) et l'Europe Orientale (Russie, Balkans).

A l'opposé de ce désir d'intégration à l'Europe, un mouvement se dessinait en réaction à l'antisémitisme posant la question juive comme une question nationale, le mouvement sioniste, militant pour la construction d'un Etat juif. Mouvement laïc, le sionisme s'inscrivait dans la tradition de la *Haskala* et certains de ses membres manifestaient des tendances antireligieuses [6]. Dans les premiers temps du sionisme, la question du territoire de l'Etat juif restait indéterminée et l'une des composantes du sionisme, les territorialistes, cherchaient "une terre sans peuple pour un peuple sans terre". Mais le sionisme allait rencontrer, à côté de la *Haskala*, une autre idéologie qui s'est développée en Europe à la fin du XVIIIe siècle, en partie en réaction contre l'universalisme des *Lumières*, l'idéologie de l'Etat-nation [7]. L'Etat s'identifiait à la nation, celle-ci s'appuyant sur la terre et la langue, ce qui renvoyait à l'histoire. Si la plupart des mouvements nationalistes européens du XIXe siècle s'appuyaient sur ces trois éléments, la terre, la langue et une histoire relativement stable, il n'en était pas de même du nationalisme juif exprimé par le sionisme. C'est cela qu'exprimait Jacob Klatzkin, rédacteur en chef du journal du mouvement *Die Welt* :

"Dans le passé il y avait deux critères au judaïsme : celui de la religion, selon quoi le judaïsme est un système de commandements positifs et négatifs, et celui de l'esprit, qui considérait le judaïsme comme un complexe d'idées, tel que le monothéisme, le messianisme, la Justice absolue, etc.

En opposition avec ces deux critères qui font du judaïsme une affaire de croyance, un troisième est maintenant apparu, celui d'un nationalisme conséquent. Selon lui, le judaïsme repose sur une base objective : être juif ne signifie pas l'acceptation d'une croyance religieuse ou éthique. Nous ne sommes pas plus une dénomination qu'une école de pensée, mais les membres d'une famille porteurs d'une histoire commune...

La définition nationale aussi exige un acte de volonté. Elle définit notre nationalisme sur deux critères : une association dans le passé et la volonté consciente de poursuivre une telle association dans le futur...

Elle refuse de définir le Juif comme quelque chose de subjectif, comme une foi, mais préfère le définir sur quelque chose d'objectif, sur la terre et la langue..." [8]

Mais langue et territoire n'existent pas pour la nation juive, et Klatzkin ajoute :

"Mais notre terre n'est pas la nôtre et notre langue n'est pas aujourd'hui la langue de notre peuple. Oui, ce sont là des accomplissements qui doivent être réalisés par notre mouvement national."

Ainsi la renaissance de la nation juive impliquait une double conquête : conquête de la langue, ce sera l'hébreu moderne, conquête de la terre, ce sera la conquête de la Palestine. Quant à l'histoire, on la retrouvait dans la Bible que l'on peut lire comme le roman national du peuple hébreu.

Ainsi, dès qu'il s'exprime sous la forme du sionisme politique, le mouvement national juif va s'enfermer dans une rationalité qui en marquera les limites ; le mouvement de libération que veut être le sionisme va se donner comme objectif la constitution de l'Etat-nation avec comme priorité, le territoire, objectivité oblige, c'est-à-dire la conquête de la Palestine et la spoliation des Palestiniens.

Le sionisme était, à ses débuts, minoritaire parmi les Juifs. Parmi les premiers critiques du sionisme, les religieux qui

considéraient que le retour en Palestine relevait de Dieu et non des hommes. Quant aux révolutionnaires, ils considéraient qu'ils devaient lutter dans leur pays pour l'émancipation du genre humain. Sans oublier une majorité de Juifs qui voulaient vivre là où ils habitaient. Mais le développement de l'antisémitisme allait renforcer l'idéologie sioniste et après la Seconde Guerre Mondiale et la Shoah, le sionisme apparaissait pour la majorité des Juifs comme le rempart contre l'antisémitisme et le nouvel Etat d'Israël comme le dernier refuge.

Les deux guerres mondiales allaient montrer que l'Europe des Lumières savait être barbare et que la culture était compatible avec la barbarie. En fait culture et barbarie ont su coexister au cours de l'histoire comme le rappelle Walter Benjamin dans ses Thèses sur l'Histoire :

"Car il n'est pas de témoignage de culture qui ne soit en même temps un témoignage de barbarie." [9]

On peut considérer que, jusqu'en 1914, cette coexistence était invisible. La barbarie se développait lors des conquêtes coloniales dans des contrées lointaines et la vulgate renvoyait la barbarie moins aux armées "civilisatrices" qu'aux "Barbares" qui leur résistaient. Avec les deux guerres mondiales, la barbarie apparaît sur le territoire européen et comme l'explique Aimé Césaire dans son *Discours sur le colonialisme* :

"Ce que le très chrétien bourgeois du XXe siècle ne pardonne pas à Hitler, ce n'est pas le crime en soi, le crime contre l'homme, ce n'est pas l'humiliation de l'homme en soi, c'est le crime contre l'homme blanc ..., d'avoir appliqué à l'Europe des procédés colonialistes dont ne relevaient jusqu'ici que les Arabes, les coolies de l'Inde et les nègres d'Afrique" [10]

On pourrait ajouter aux propos d'Aimé Césaire que c'est parce que les Juifs ont été massacrés en Europe par des Européens qu'ils sont devenus des Blancs ; ce n'étaient plus des étrangers massacrés dans des contrées lointaines, mais des habitants de l'Europe massacrés en Europe par des Européens. Le génocide des Juifs en Europe allait leur conférer le droit au statut d'Européens et cette reconnaissance de leur européanité amenait un regard nouveau sur les Juifs. Georges Bernanos a exprimé cela d'une phrase terrible : *"Après le massacre, on ne peut plus être antisémite"*, phrase terrible au sens où il a fallu ce massacre pour reconnaître l'humanité des Juifs.

Mais l'Europe sait ne pas aller trop loin et restreindre la reconnaissance de ses crimes dans des limites raisonnables. Les Tsiganes, victimes d'un génocide perpétré en même temps que celui des Juifs [11], n'ont pas "bénéficié" du même "privilège", mais cela renvoie à ce que l'on pourrait appeler le caractère théologique [12] du génocide des Juifs, caractère théologique qui s'inscrit dans le prolongement de l'antijudaïsme chrétien comme le montre, par exemple, l'usage du terme "holocauste". Les Tsiganes étaient déjà chrétiens et le mépris dont ils font l'objet ne relevant pas de la théologie, le massacre dont ils ont été victimes frappe moins les esprits, d'autant qu'ils sont encore aujourd'hui des parias en Europe.

Quant aux crimes perpétrés dans les colonies, non seulement ils ne seront pas remis en question, mais ils continueront avec la répression contre les luttes de libération qui ont suivi la seconde guerre mondiale. Quant aux immigrés issus des anciennes colonies européennes, ils sont, avec leurs enfants, toujours l'objet de discriminations même si certains d'entre eux possèdent la nationalité des pays européens dans lesquels ils vivent. Exemple de cette discrimination, le numérotage des générations en France, une façon de rappeler qu'un enfant ou petit-enfant d'immigré, même s'il est français, ne l'est pas complètement.

Ainsi l'Europe sait choisir ses culpabilités.

A la question du massacre des Juifs s'ajoutera la question du sionisme.

Le sionisme, nous l'avons déjà dit, est un mouvement européen et pour les pères du sionisme, puisque les Européens rejetaient les Juifs, il fallait construire pour les Juifs un Etat européen hors d'Europe. Une fois choisie la Palestine comme territoire de l'Etat juif, il devenait pourtant nécessaire de chercher des alliés parmi les puissances européennes et par conséquent convaincre ces puissances de leur intérêt à soutenir le sionisme. C'est ainsi qu'on peut lire la phrase de Herzl présentant un Etat juif aux portes de l'Asie comme un bastion de la civilisation contre la

barbarie. En contrepoint, une puissance comme la Grande Bretagne qui espérait, après la première Guerre mondiale, prendre le contrôle des territoires arabes de l'Empire Ottoman, un Etat juif, ou du moins une population juive européenne, au Moyen Orient ne pouvait que lui être utile, c'est le sens de la déclaration Balfour de 1917. Ainsi se mettait en place une alliance entre le sionisme et l'impérialisme britannique.

A la fin de la seconde Guerre mondiale, lorsque la Grande Bretagne, empêtrée dans ses alliances contradictoires, décidait de quitter la Palestine et de laisser la question à la nouvelle Organisation des Nations Unies, les deux grandes puissances de l'époque, les Etats-Unis et l'Union Soviétique, s'empressaient de soutenir le nouvel Etat d'Israël, espérant que celui-ci lui serait utile pour prendre le contrôle du Moyen-Orient arabe. L'Union Soviétique envoyait des armes au nouvel Etat tandis que les Etats-Unis, plus réservés, se partageaient entre le Président Truman, favorable à l'Etat d'Israël, et le Département d'Etat qui craignait que le nouvel Etat dont l'idéologie était à gauche rejoigne le camp soviétique. Ces deux puissances furent les premières à reconnaître le nouvel Etat. En fin de compte, Israël choisissait le camp occidental.

Nous ne reviendrons pas ici sur l'histoire des relations entre l'Etat d'Israël et les Etats européens. Disons cependant qu'Israël, conformément aux vœux des premiers sionistes, est considéré par les Etats de l'Union Européenne comme un Etat européen et que, lorsqu'on parle du soutien de l'Europe à Israël, il faut l'entendre comme un soutien à elle-même. On comprend que dans ce cadre les Palestiniens n'ont pas leur place. Tout au plus certains demanderont à l'Etat d'Israël de ne pas aller trop loin dans leurs actions contre les Palestiniens.

"Quel Européen pourrait, après la Shoah, contester à Israël son droit à l'existence ?" [13]

déclarait le philosophe Habermas dans un entretien avec le quotidien français *Le Monde*, comme si la question d'un Etat juif en Palestine ne concernait que les Juifs et l'Europe, comme si la question ne concernait pas les Palestiniens.

Ainsi se confortent les deux faces du philosémitisme européen, d'une part un sentiment de culpabilité envers les Juifs et d'autre part un soutien au sionisme.

On peut voir ici la double signification du philosémitisme européen, d'une part occulter l'antijudaïsme et l'antisémitisme européen, d'autre part soutenir ce bastion européen aux confins de l'Europe pour contenir la barbarie. Et on peut comprendre comment ce philosémitisme affiché a des répercussions à l'égard des populations arabes et musulmanes qui vivent en Europe.

Le terme "islamophobie" est ambigu dans la mesure où il est à la fois antimusulman et anti-arabe, mêlant à la fois un sentiment antireligieux et une idéologie raciste à l'encontre des Arabes, mais cette ambiguïté est liée à une classique confusion entre les Musulmans et les Arabes. On oublie que tous les Arabes ne sont pas musulmans et que la majorité des Musulmans dans le monde n'est pas arabe. Mais on sait que la phobie se moque des définitions et qu'elle relève essentiellement d'opinions plus ou moins infondées.

Si on s'en tient aux aspects politico-religieux, il faut rappeler que l'islamophobie européenne est ancienne. Il ne faut pas oublier que le conflit entre le monde chrétien et le monde musulman commence dès les origines de l'Islam, conflit entre le monde musulman et l'Empire Byzantin au Moyen Orient, conflit entre le monde musulman et l'Europe Occidentale avec l'islamisation de l'Espagne et des luttes qui vont durer jusqu'au XVIIe siècle avec le siège de Vienne par les Ottomans, sans oublier les Croisades qui marquent la volonté du monde chrétien de reprendre Jérusalem. Mais ces périodes de conflit sont aussi des périodes d'échanges culturels et diplomatiques [14]. Pendant qu'il combat les Sarrasins en Espagne, Charlemagne entretient des rapports diplomatiques avec Bagdad ; la Sicile de Frédéric Barberousse est un lieu de rencontre entre les trois religions monothéistes, et pendant la *Reconquista* espagnole, Tolède est un lieu de traduction en latin des auteurs arabes. La situation se transforme au XVIe siècle avec les débuts de la colonisation. L'Europe occidentale prendra peu à peu le contrôle de la rive sud de la Méditerranée et du Moyen Orient, ce qui contribuera à développer un ressentiment anti-européen de la part des Arabes [15] et ne sera pas sans laisser de traces dans le développement de l'islamophobie. Celle-ci se renforcera avec la décolonisation qui remet en question la domination européenne sur le monde arabo-musulman [16].

Cette islamophobie, qui plonge ses racines dans l'histoire des relations entre le monde chrétien et le monde

musulman, va rencontrer le philosémitisme. Si le sionisme n'est pas anti-arabe par principe, la décision de construire l'Etat juif sur une terre arabe, la Palestine, conduira les Arabes à s'opposer au sionisme, et en contrepoint, le mouvement sioniste deviendra anti-arabe. Au conflit politique s'ajoutera un conflit religieux lié au rôle que joue la ville de Jérusalem pour les religions monothéistes. Il n'est donc pas étonnant que l'islamophobie et le philosémitisme se soient rencontrés autour d'un ennemi commun, à la fois arabe et musulman.

En cela le philosémitisme, loin d'être une arme de lutte contre l'antisémitisme, ne peut que le conforter ; quant au philosémitisme d'Etat il ajoute une touche supplémentaire dans la mesure où il apporte la caution du pouvoir. Ce philosémitisme d'Etat sera d'autant plus fort que le mouvement sioniste saura en profiter. Un exemple est donné en France avec le CRIF (Conseil Représentatif des Institutions Juives de France) [17]. Ce n'est que plus tard qu'il deviendra l'officine sioniste qu'il est aujourd'hui.. Décrété représentant de l'ensemble des Juifs de France par le monde politique et par une partie des média, le CRIF devient le représentant officiel des Juifs de France et ses déclarations deviennent l'opinion des Juifs de France. Cette officialisation du rôle du CRIF apparaît dans cette grande manifestation qu'est le banquet annuel du CRIF. Il s'agit moins, pour le beau monde qui y accourt, de faire allégeance à je ne sais quel pouvoir juif (l'une des obsessions classiques des antisémites) mais d'exprimer le philosémitisme d'Etat mêlant la lutte contre l'antisémitisme et le soutien à l'Etat d'Israël. Si pouvoir du CRIF il y a, il est d'abord le pouvoir que lui confèrent ceux qui le courtisent. Se joue ainsi une comédie dont l'enjeu est de maintenir la flamme du sionisme, l'antisémitisme n'étant que la braise nécessaire à l'entretien de cette flamme.

Si le sionisme s'est constitué en réaction à l'antisémitisme européen, devant ce que l'on peut appeler son échec, l'Etat d'Israël étant loin d'être le havre de paix espéré, l'antisémitisme est aujourd'hui devenu nécessaire au sionisme. D'abord l'antisémitisme permet de rassembler les Juifs autour du sionisme et de l'Etat d'Israël, Ensuite cela permet de rappeler aux Nations qu'elles doivent soutenir l'Etat d'Israël ; ne pas soutenir l'Etat d'Israël apparaît comme une preuve d'antisémitisme. Enfin la question reste celle de la démographie ; avant la création de l'Etat, la conquête démographique de la Palestine était un objectif stratégique, aujourd'hui, après la création de l'Etat, la question démographique reste entière et c'est la raison de ces appels récurrents à l'*alyah* [18] de la part des gouvernements israéliens ; en ce sens l'antisémitisme est bien utile. Les gouvernements israéliens savent que leur politique ne peut que renforcer l'antisémitisme et ils font ce qu'il faut pour cela, que ce soit *via* l'occupation, les agressions contre les Palestiniens, à Gaza et en Cisjordanie, la politique d'*Apartheid*. En fait, les Juifs ne les intéressent que dans la mesure ils sont de bons petits soldats du sionisme.

Les gouvernements israéliens savent pour cela qu'ils peuvent compter sur le philosémitisme des gouvernements. Ainsi le gouvernement français qui lutte, avec raison, contre le recrutement de "djihadistes", laisse faire l'armée israélienne lorsqu'elle vient recruter des Juifs français, y compris dans des synagogues. Et ces recrues sont qualifiées de soldats franco-israéliens, ce qui n'a aucun sens puisqu'il n'existe pas d'armée franco-israélienne.

Les sionistes savent aussi qu'ils peuvent compter sur le philosémitisme d'Etat pour organiser cette imposture que constituent le culte de la *Shoah* et le devoir de mémoire qui l'accompagne. Il s'agit ici moins de se souvenir des victimes de la *Shoah* que d'utiliser leur souvenir à des fins politiques, c'est-à-dire au soutien au sionisme et à la politique israélienne. Un comportement en miroir de celui des négationnistes ; si ces derniers nient la *Shoah* au nom de leur obsession antisémite, les adeptes du culte de la Shoah, Juifs ou philosémites, utilisent ce massacre pour défendre une idéologie qui a montré ses capacités criminelles, comme si le massacre des Juifs justifiait la destruction de la Palestine et la spoliation des Palestiniens. Et le devoir de mémoire qui veut fonder ce culte n'oublie pas de reprocher aux assassinés de la *Shoah* qu'ils ont constitué un "manque à gagner" pour le futur Etat d'Israël. C'est ainsi qu'un historien sioniste, Georges Bensoussan, peut écrire dans un opuscule publié par le CRIF :

"Apréhender la fondation de l'Etat d'Israël comme la "conséquence" de la Shoah, c'est occulter la réalité historique d'avant 1940 et passer sous silence quatre-vingt années de l'histoire du sionisme. Le lien de la Shoah à l'Etat d'Israël est négatif sur un plan politique d'abord puisque avant 1939, le sionisme n'a pas su convaincre la majorité des Juifs de faire leur alya. Sur un plan moral ensuite puisque le Yishouv s'est montré incapable (mais pouvait-il en être autrement ?) de sauver les Juifs d'Europe.

Sur un plan démographique enfin tant le génocide a vidé le réservoir humain du sionisme en Europe orientale, tant il y a englouti les bataillons de réserve du mouvement national juif, tant il y a scellé une faiblesse démographique qui grève encore l'avenir de l'Etat d'Israël." [19]

Bel exemple d'un qui, au nom du devoir de mémoire, montre autant de mépris pour les assassinés de la *Shoah*.

On pourrait continuer longtemps. Je me contenterai ici de noter ici la différence de réaction de la part des autorités devant une agression antijuive et devant une agression anti-arabe ou antimusulmane. Toute agression antijuive est dénoncée comme une agression contre le France, et l'on voit accourir les officiels pour affirmer leur soutien aux victimes de ces agressions ; les agressions anti-arabes ou antimusulmanes suscitent des réactions moins vives et si elles sont condamnées, elles ne donnent pas lieu aux mêmes marques de soutien. Ces différences de comportement sont perçues, par les Arabes et les Musulmans de France, comme, sinon une marque de mépris, du moins un moindre intérêt pour ces habitants considérés comme de seconde zone ; c'est cette différence de comportement qui conduit au ressentiment de la part de ceux qui se sentent discriminés et qui souvent le sont. C'est cela qui permet, à des organisations comme Al-Qaïda ou DAESH de recruter ceux qu'on appelle des djihadistes.

Ainsi le philosémitisme d'Etat peut contribuer à renforcer des sentiments antijuifs et à jouer la concurrence des victimes, contribuer aussi au développement des extrémismes. C'est en ce sens que le philosémitisme, loin de participer à la lutte contre l'antisémitisme, ne peut que le renforcer.

Si le racisme peut prendre des formes différentes en fonction des groupes concernés, que ce soit les racistes ou les victimes, il ne saurait être question de constituer une hiérarchie entre les racismes ou entre les victimes du racisme, le racisme doit être combattu pour ce qu'il est, non seulement un refus de l'unité de l'espèce humaine mais une hiérarchisation des groupes humains conduisant à une domination des groupes humains qui se considèrent comme supérieurs sur des groupes humains considérés comme inférieurs. En ce sens la lutte contre le racisme, même si elle doit prendre en compte les différentes formes de racisme, ne saurait se diviser. C'est ce refus de hiérarchiser les formes de racisme qui conduit à dénoncer le philosémitisme et particulièrement le philosémitisme d'Etat.

[1] *Verus Israël* est le nom que se donnent les premiers Chrétiens.

[2] C'est pour reconstruire cette visibilité que la littérature antisémite égrène de longues listes de Juifs ou supposés Juifs, principalement parmi ceux qui sont proches de l'argent et du pouvoir, comme pour mieux montrer la richesse juive et le pouvoir juif.

[3] Dans sa polémique avec Edouard Drumont, Bernard Lazare rappelle que si Drumont a raison d'attaquer la Banque juive, il ne faut pas oublier les banques chrétiennes.

[4] La *Haskala* (les Lumières juives) est née de la rencontre de Moses Mendelssohn avec Kant.

[5] Ainsi le mathématicien anglais Sylvester qui, ne pouvant devenir professeur à Cambridge, s'en alla aux Etats-Unis où il participa à la fondation de l'école mathématique américaine.

[6] Pour certains sionistes, le sionisme était une façon de se libérer de l'antisémitisme et des contraintes de la tradition juive.

[7] La notion d'Etat-nation a été théorisée par Herder.

[8] cité par Yohannan Manor in *Naissance du Sionisme Politique*, préface par Annie Kriegel, Collection "Archives", Julliard, Paris 1981, p. 190

[9] Walter Benjamin "Sur le concept d'histoire" in *Ruvres III*, traduit de l'allemand par Maurice de Gandillac, Rainer Rochlitz et Pierre Rusch, "folio-essais", Gallimard, Paris 2000, p. 433

[10] Aimé Césaire, *Discours sur le colonialisme*, cité par Marc Ferro in *Histoire des colonisations* (1994) p. 12-13

[11] Claire Auzias, *Samudaripen, le génocide des Tsiganes* (1999)

[12] Si le génocide des Juifs par les nazis est un crime racial, pour de nombreux Européens, il apparaît comme un crime contre les membres d'une religion, le terme "juif" renvoyant d'abord à une religion. On reste dans la confusion antijudaïsme = antisémitisme. C'est cette confusion qui a conduit Pierre Legendre à dire qu'à Auschwitz on brûlait des *Talmuds vivants* ("Le crime nazi contre la filiation" in Legendre, *Leçon IV*).

[13] Jürgen Habermas, "Dans la pratique, l'antisionisme est désormais discrédité" in *Le Monde*, 31 janvier 2004

[14] Jack Goody, *L'Islam en Europe* (histoire, échanges, conflits), traduit de l'anglais par Isabelle Taudière, "textes à l'appui/islam et société", La découverte, Paris 2004

[15] Il ne faut cependant pas oublier le regard positif du mouvement de renaissance arabe, la *Nadah*, qui se développe à la fin du XIXe siècle dans le monde arabe. Rappelons que le premier congrès panarabe s'est tenu à Paris en 1913. Cela n'empêchera pas les puissances coloniales européennes de combattre la *Nadah*.

[16] On peut considérer l'islamophobie comme un mélange de racisme anti-arabe et de sentiments anti-musulmans.

[17] Rappelons que le CRIF est une organisation née de la Résistance

[18] Le terme "*alyah*" signifie la montée, c'est-à-dire la montée en Israël.

[19] Georges Bensoussan, *Sionisme, Passion d'Europe*, Les Etudes du CRIF, numéro 6, Paris 2004, p. 5